

possibilités de dérogations que le patronat pourra obtenir, que, pratiquement, cette loi n'aura aucune signification réelle.

A part le ronflement des phrases — Spaak est maître dans le jeu d'Alequin — il y avait une idée centrale « nouvelle » dans le discours du ministre des Affaires Etrangères.

De nombreux ministres étaient présents au meeting de St-Josse, où en définitive la formule « pour la démocratie un nouveau départ » signifiait que désormais il fallait ne plus se borner aux organisations existantes et s'en remettre à l'Etat, au gouvernement qui prenait la tête du combat, interdisait par la suite la manifestation rexiste du 25 octobre, organisait des meetings monstrueux et faisait descendre ses ministres parmi la foule. Spaak apporta l'adhésion officielle du Premier Ministre et le départ était effectivement donné pour frayer la voie à une progressive transformation de l'appareil de l'Etat : les rouages de ce dernier devaient emporter les masses entières sous prétexte de la lutte contre le rexisme. En fait il s'agissait de réaliser — en dehors de Degrelle et dans une lutte contre lui — les parties essentielles du plan fasciste, mais sous l'édification « belge » celle correspondante évidemment aux nécessités du capitalisme de ce pays.

Un mouvement inter-parti, à l'image du gouvernement fut créé, mais avec des fonctions subsidiaires (le ministère gardant directement les leviers de commande) : « Belgique toujours » qui lança le mot d'ordre « Le roi, la loi, la liberté » et M. Van Zeeland prit le contrôle d'un grand journal bruxellois « L'Indépendance Belge », qui subit à cet effet des transformations dans le personnel de direction, auparavant sympathisant pour Degrelle.

Tous les partis se rallièrent progressivement à la campagne anti-rexiste du gouvernement; celui qui hésita le plus ne fut point le P. O. B., mais le parti catholique. Celui-ci songeait surtout à opérer une transformation de l'équipe gouvernementale, y reprendre une position d'hégémonie en écartant les socialistes, et à cette fin, opérer une conjonction avec le mouvement rexiste que l'on voulait ramener au bercail. Les assemblées de la Droite parlementaire et de la Fédération catholique de Bruxelles révélaient nettement cette orientation politique qui ne s'est pas réalisée uniquement parce que la situation du pays

ne pouvait pas se résoudre par une simple crise ministérielle, mais exigeait une refonte radicale de toute l'assiette politique du régime.

Le P. O. B. et le Parti Communiste avaient immédiatement donné leur adhésion à la campagne gouvernementale : la gauche du P. O. B., en accord avec les centristes, soutenait toutefois, que l'accord et la lutte engagée par le ministère ne pouvait être efficace qu'à la condition de ne pas en faire l'axe de la bataille antifasciste. Ce rôle central ne pouvait revenir qu'au Front Populaire et il fallait s'opposer au mouvement « Belgique toujours ».

Spaak répondait que l'on ne devait pas recopier en Belgique ce qui avait été valable pour d'autres pays, la France et l'Espagne notamment, et que la voie la plus sûre pour battre le rexisme consistait à maintenir en force la collaboration gouvernementale, le ministère Van Zeeland qui allait répondre par des actes aux fanfaronnades de Degrelle.

Entretemps le projet pour la législation des syndicats allait entrer dans une phase nouvelle. Un commissaire royal fut nommé pour mener une enquête sur l'assurance contre le chômage involontaire et une Commission inter-ministérielle fut chargée d'apprêter un texte de loi. Dans cette Commission siège un représentant de la Commission Syndicale qui n'engage pas la responsabilité de l'organisation mais qui a été toutefois autorisé à y siéger. Il n'est pas possible de nier que les formes sont scrupuleusement respectées et l'on tâte soigneusement le pouls des masses pour voir quand le moment sera venu pour déclencher l'attaque définitive : le triomphe de Van Zeeland n'est qu'un pas important vers cette direction mais la question n'est pas encore résolue.

Ce sont les événements d'Espagne qui fourniront l'occasion pour l'élanement du raz de marée qui devait plébisciter Van Zeeland le 11 avril.

Le P. O. B. était agité par les deux courants. Spaak-De Man s'appuyant sur « Belgique toujours » et faisant du gouvernement le pivot de la bataille : la gauche de Brunfaut-Martaux (la Fédération Bruxelloise) en accord avec les centristes, soutenant la nécessité de la constitution d'un Front Populaire qui n'excluait point d'ailleurs l'appui à la campagne ministérielle, mais alors d'une façon indépendante. Il se serait donc agi d'un com-

promis entre le « bloc ouvrier » (P. O. B., P. C.) et le gouvernement, mais l'autonomie des masses en aurait été sauvegardée. Les gauchistes ne sont vraiment pas différents quand ils parlent d'autonomie...

La situation exigeait un premier éclatement et Spaak d'abord. De Man ensuite, prennent l'initiative de débayer le terrain des équivoques : ils donnent au journal de Van Zeeland, deux interviews retentissantes où la formule est ouvertement lancée : « socialisme national », ce qui n'est évidemment pas le « national-socialisme » ou la négation totale de l'internationalisme, mais ce qui signifie la réalisation la plus complète des possibilités de l'économie du pays en une situation internationale où l'établissement des économies fermées et autarchiques oblige l'Etat à étendre son contrôle sur toute la vie du pays afin d'en extraire le maximum possible : la contribution à la paix du monde s'en trouve ainsi avantagée et l'internationalisme socialiste est sauvegardé, mais cette fois-ci par les faits et non par des phrases creuses. Que répondra-t-elle la gauche du P. O. B.? Simplement ceci : que le mot de réalisations « nationales » doit être remplacé par l'autre de l'« exploitation » des circonstances nationales : l'on voit bien que la divergence n'est pas très profonde entre les deux courants qui devaient d'ailleurs converger fraternellement sous l'enseigne de Van Zeeland.

Mais il s'agissait de déclencher la vague de fond dans les masses pour les rallier au programme gouvernemental et à cet effet les oppositions de mots d'une même formule nationaliste ne suffisent plus et l'expert manoeuvrier qu'est Vandervelde, comprit qu'il fallait faire des événements d'Espagne le levier permettant de souder les ouvriers belges au car de l'Etat capitaliste.

S'appuyant sur la scandaleuse attitude du gouvernement, à propos de l'affaire Borgraeve, attitude prise à l'initiative du ministre « socialiste » Spaak et approuvée par tous les autres ministres « socialistes », Vandervelde donc y compris, ce dernier démissionne du ministère et reprend le bateau de la présidence du Parti Ouvrier Belge. Cam. Huysmans, le président de la Chambre, part pour l'Espagne et fait des déclarations sensationnelles pour la défense de la démocratie. Le Congrès du P. O. B. appelé à résoudre les problèmes de la politique intérieure, se déroule sous

l'emprunte des événements d'Espagne au sujet desquels l'on ne dira d'ailleurs pas un mot de la question épineuse : le million exigé par Spaak au gouvernement de Valence alors que l'on ne réclame pas un centime pour tous les ouvriers qui sont assassinés par le capitalisme espagnol.

Pour parfaire l'Union Sacrée autour du gouvernement, il faut réaliser l'Union Sacrée des masses autour du P. O. B. Vandervelde s'en charge et le Congrès se termine sur une note de concorde qu'il n'était d'ailleurs pas difficile à établir. Les idées de Spaak et De Man ne sont pas condamnées, elles ne sont pas approuvées non plus et tout le monde est d'accord pour une manifestation en solidarité avec le gouvernement de Valence.

Immédiatement après, Degrelle décide de provoquer une élection partielle, Van Zeeland présente sa candidature et le 13 mars, le meeting pour l'Espagne représente aussi l'ouverture de la campagne électorale pour le triomphe de Van Zeeland; le sang des ouvriers espagnols sera abondamment exploité pour livrer les ouvriers belges au capitalisme de ce pays.

La bataille électorale de Belgique ne peut pas être comparée à celle militaire qui se déroule en Espagne. La différence n'est toutefois que dans les formes de la lutte et l'enjeu de cette dernière, car quant à l'essentiel, au comportement des classes, le parallèle peut être établi : dans les deux pas le capitalisme parvient à trainer, à sa suite, les masses ouvriers, sous le prétexte que l'ennemi à battre ce n'est plus la bourgeoisie, mais le fascisme qui menace les libertés démocratiques, la civilisation et la paix. Toute la campagne électorale se développe sous le signe de mettre « hors d'état de nuire » les auteurs de trouble, de prévenir « la guerre civile » et des deux côtés on rivalisera à qui est le plus fervent zéléateur de la paix sociale : Van Zeeland sera présenté comme le « sauveur du pays », alors que Degrelle exploitera les événements de France et d'Espagne pour dire que, afin de prévenir efficacement les troubles, il n'y a qu'une solution : débayer le terrain des partis pourris et laisser s'exprimer la « volonté libre du peuple ».

En réalité c'est sur un même fond de classe que Van Zeeland et Degrelle s'af-